
La construction de sens de l'événement par le JT vietnamien : le cas des manifestations ouvrières anti-chinoises

*The Construction of an Events' Meaning in Vietnamese TV Newscasts: The Case
of Workers' Anti-Chinese Demonstrations*

Thi Thanh Phuong Nguyen-Pochan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/8362>

DOI : 10.4000/edc.8362

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université de Lille

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 207-223

ISBN : 978-2-917562-20-8

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Thi Thanh Phuong Nguyen-Pochan, « La construction de sens de l'événement par le JT vietnamien : le cas des manifestations ouvrières anti-chinoises », *Études de communication* [En ligne], 51 | 2018, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 11 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/edc/8362> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edc.8362>

© Tous droits réservés

La construction de sens
de l'événement par le JT vietnamien :
le cas des manifestations ouvrières anti-
chinoises

*The Construction of an Events'
Meaning in Vietnamese TV Newscasts:
The Case of Workers' Anti-Chinese
Demonstrations*

Thi Thanh Phuong Nguyen-Pochan

Université Paris 8, EA 3388 – CEMTI

Centre d'Études sur les Médias, les Technologies et l'Intermédiation
thanhphuong@gmail.com

Résumé / Abstract

Cet article examine le traitement, par le JT vietnamien, des actes de violence ayant émergé lors des manifestations ouvrières anti-chinoises en 2014. La construction de sens de l'événement se réalise par le biais de la création d'un espace de communion national. Loin d'être la version authentique du fait, le traitement médiatique marginalise et stigmatise *a priori* les paroles des personnes directement impliquées dans l'affaire en faveur des discours moralistes et nationalistes du Parti communiste vietnamien.

Mots-clés : télévision vietnamienne, espace de communion national, nationalisme, mer de Chine méridionale, analyse de discours.

This paper examines how Vietnamese TV newscasts dealt with the violent acts that occurred during workers' anti-Chinese demonstrations in 2014. The event's meaning is constructed through creation of a national space of communion. Far from giving an authentic version of events, media treatment marginalizes and stigmatizes a priori the speech of those directly involved in the affair, in favor of the moralist and nationalist discourses of the Vietnamese Communist Party.

Keywords: Vietnamese television, national space of communion, south China sea, nationalism, discourse analysis.

Au cours des années 2000, les tensions en mer de Chine méridionale (MCM) entre le Vietnam et la Chine se sont accrues dès lors que la Chine eut renforcé ses activités et revendiqué de manière arbitraire les territoires maritimes (Colin, 2011 ; Thayer, 2011 ; Fau, 2015). Face aux provocations chinoises dans ces eaux stratégiques, l'État-parti vietnamien met en œuvre la « stratégie de *hedging* » (Lê, 2013 : 337) oscillant entre axe de négociation et axe de défense légitime dans les zones disputées. Depuis 1950¹ et notamment à compter de 1991², toutes les grandes lignes du modèle chinois trouvent, à chaque mise en application, un écho dans les politiques vietnamiennes. Les liens étroits entre les deux Partis communistes vietnamien et chinois (PCV et PCC) effacent quasiment la frontière entre influence et intervention. Lorsqu'un différend surgit, le PCV recourt immédiatement à ses relations directes avec le PCC pour sortir de la crise – un acte qui est souvent perçu par les populations comme un aveu de faiblesse et d'allégeance à la Chine. L'ambiguïté du PCV est bien visible dans la gestion de crise en MCM, en particulier dans sa mise en œuvre des mesures de répression et de censure à l'encontre des manifestations patriotiques sous prétexte de mesures de sécurité. Par conséquent, le nationalisme anti-chinois, issu des litiges en MCM, se tourne progressivement vers la contestation contre l'État-parti vietnamien. Pourtant, l'attitude du PCV vis-à-vis de la Chine n'est pas éloignée de celle des autorités précédentes : par sa position de pays plus faible, le Vietnam exprime toujours une allégeance inébranlable à l'Empire du Milieu aussi bien sur le plan politique que socioculturel. Elle n'est d'ailleurs pas très différente de celle de nombreux *petits* pays asiatiques du sud-est, notamment le Cambodge, le Laos et les Philippines – c'est la raison pour laquelle l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) se montre particulièrement divisée face à la question épineuse des litiges territoriaux en MCM (Boisseau du Rocher, 2015).

Le 1^{er} mai 2014, la Chine installait sa plate-forme de forage pétrolier *Hải Dương 981* à 17 milles nautiques de l'île Lý Sơn et 130 milles nautiques de la côte vietnamienne, c'est-à-dire dans la *Zone économique exclusive* et le plateau continental du pays. Cet acte, qui a suscité un tollé national, n'était pas la première provocation chinoise, mais il a cette fois fait naître un fait nouveau : le pouvoir vietnamien a exprimé de fermes protestations et sa détermination à protéger la souveraineté nationale. Tous les dirigeants, au plus haut niveau, ont présenté leur vision claire de la « lutte pacifique » (JT du 14 mai 2014) contre « l'acte impérialiste de la grande puissance chinoise qui méprise totalement la loi internationale » (JT du 12 mai 2014). Le JT de 19 heures de la Télévision vietnamienne (VTV) a activement couvert cet événement pendant dix semaines, du 6 mai 2014 au 16 juillet 2014, soit un jour après le déplacement de la plate-forme *HD 981* vers l'île chinoise de Hainan.

1 En 1950, la Chine fut le premier pays à reconnaître la République démocratique du Vietnam.

2 L'année où les relations entre ces deux pays ont été normalisées après une période de rupture.

Dans ce contexte est survenu un événement inattendu : les 12, 13 et 14 mai 2014, des manifestations ouvrières, dans les zones industrielles des trois provinces du Sud-Est (Ho Chi Minh-Ville, Bình Dương et Đồng Nai) et de la province de Hà Tĩnh (au centre du pays), ont débouché sur des actes de saccage et de pillage des biens d'usines étrangères (chinoises, taïwanaises, coréennes, japonaises), de révoltes et de bagarres. À partir du 14 mai, le JT a commencé à les relayer de manière régulière, au point même d'en faire le deuxième axe de traitement des actualités : nées du contexte général de tension en MCM, les manifestations ouvrières ont très rapidement été problématisées comme une menace pour la sécurité nationale, un obstacle à la lutte légitime du pays, un facteur nuisible aux investissements étrangers, ainsi que le symptôme d'un nationalisme extrémiste. Notre présent article n'expliquera ni le changement d'attitude de l'État-parti, ni son discours sur un nationalisme souverain, mais examinera exclusivement le traitement médiatique de ce second axe comme un événement qui émerge de manière inattendue au cours de protestations contre les provocations chinoises.

1.

La télévision vietnamienne et l'espace de communion national

Le système médiatique vietnamien (Nguyen-Pochan, 2014, 2015) fonctionne sous une structure tripolaire de contrôle de l'État-parti : Le PCV, le ministère de l'Information et de la Communication, et le ministère de la Police (Đinh, 2004 ; Nguyễn, 2011). Aux termes de la loi, la presse privée n'est pas autorisée. Pour obtenir le permis de publication et de diffusion, un organe de presse doit avoir un organe-garant issu des institutions de l'État-parti ou des organisations de masse. Le Parti et l'État sont les organes garants des six institutions médiatiques politiquement les plus puissantes qui servent leurs voix officielles : le quotidien *Nhân dân* (Le Peuple), le magazine et le journal électronique du PCV, la Radio nationale (VOV), la Télévision nationale (VTV) et l'Agence de presse (VNA). En 2015, le système médiatique comptait 858 organes de presse écrite avec plus de 1 300 périodiques dont 659 magazines, 105 journaux électroniques, 207 sites d'information généraliste, 66 radiotélévisions dont deux nationales, une agence de presse et près de 18 000 journalistes possédant la carte de presse³. Comme tous les organes médiatiques, la VTV se caractérise par le dilemme quant à sa marge de liberté : elle doit, d'une part, satisfaire au plan de la propagande imposée d'en haut et, d'autre part, s'adapter à la logique concurrentielle de l'économie de marché, notamment suite à la mise en œuvre

de la politique de *socialisation*⁴ du secteur médiatique depuis les années 1990 (Đinh, 2012). L'organisation de la production de ses émissions se heurte à un paradoxe structurel qui découle simultanément de l'héritage de la propagande communiste et de la rationalisation progressive du travail journalistique. Afin de résoudre ce paradoxe, ces dernières années, la VTV s'efforce d'incarner un *espace de communion national* dans un but qui est celui de rassembler le peuple autour d'un discours nationaliste légitimiste.

La conception de l'espace de communion s'appuie sur la différence entre l'espace commun et l'espace public. À la différence de l'espace public (Habermas, 1993 ; Fraser, 1992 ; Dahlgren, 1992), les expériences que l'espace commun génère s'orientent perpétuellement vers l'union primordiale et fusionnelle du monde commun. Dans son *Sein und Zeit*, Heidegger considère le monde commun *Mitdasein* (figure inauthentique de coexistence) comme le milieu où *Dasein* se disperse, se perd et s'éloigne d'un soi authentique. Il « confond [ainsi] délibérément le public et le commun » (Tassin, 1991, 28). Tassin fait une distinction claire entre l'espace *politiquement* institué comme *public* et l'espace *symboliquement* institué comme *commun*. Selon l'auteur, la conception de l'espace en commun doit rompre avec les représentations ego – et ethno-centriques pour « penser l'espace comme ajointement d'intervalles » et « pluricentré » (*ibid.*, 33). Le monde commun est phénoménologiquement irréductible aux êtres et leurs expériences : il est « l'apparaître commun des êtres » (*ibid.*, 35) qui s'inscrit dans le symbolique de la parole et de la représentation. Il est important pour maintenir le sentiment solidaire du *vivre ensemble*, indispensable pour une cosmopolitique harmonique. Il ne saurait pourtant remplacer l'espace public, par définition pluriel et divergent, car son principe communautaire peut « envahir l'espace public au point de le détruire » (*ibid.*, 35). Cet espace ne peut intervenir que d'une manière intervallaire dans les circonstances exceptionnelles de la vie collective (guerres, attentats terroristes...).

D'un point de vue communicationnel, l'émergence de l'espace de communion se révèle dans le recours au symbolique basé sur les valeurs communes et les jugements de *bon sens* (ce que Patrick Charaudeau [1997] appelle le « savoir de croyance »). Son apparition s'opère selon les modalités discursives de catégorisation absolue qui oppose le dedans au dehors, le *Nous* à *Eux*, le noble à l'ignoble... Par le biais des discours moraliste et purificateur, l'espace de communion tend à exclure symboliquement les transgresseurs du sacré, à donner l'accès aux paroles légitimées et à banaliser une vision hégémonique du monde. Il produit un état fusionnel et une conscience communautaire : il ne s'agit pas ici d'une fusion passive mais d'une adhésion volontaire et réfléchie de l'individu aux valeurs communes, d'un choix délibéré et privilégié du mode de vie communautaire qui lui présente un refuge identitaire rassurant. L'indi-

4 C'est de facto une privatisation progressive du marché médiatique sous couvert du secteur public.

vidu fait confiance aux jugements de son groupe qui sont objectivés dans les structures mentales de la culture. Ce consensus rend opératoire le discours moraliste et de bon sens qui, dans le champ de la rhétorique aristotélicienne, relève du *vraisemblable*, ou « ce que le public croit possible » (Barthes, 1970, 179). Le processus de communion s'oppose donc à celui de communication dans les espaces publics divergents et hétérogènes.

Dans l'espace médiatique vietnamien, l'excès du symbolique est très visible. Les valeurs communes interviennent même dans l'espace supposé conflictuel, l'envahissant au point que l'on peut se demander si cet espace n'est pas conçu d'emblée pour être envahi par les principes communautaires. Lorsque le JT de 19 heures – vitrine de la ligne directrice de l'État-parti – veut incarner l'espace public, c'est l'espace de communion dont il s'empare. Nous allons examiner le discours de ce journal, défini par le système symbolique dominant comme le centre sacré de la ritualisation nationale, afin d'une part de comprendre la condition d'émergence de l'événement et la modalité discursive du traitement médiatique et d'autre part, d'en dégager les enjeux politique et communicationnel dans la gestion de crise par l'État-Parti.

2.

Le contexte d'émergence et la construction médiatique de l'événement

L'émergence de l'événement est marquée par une orchestration des voix officielles rapportées par le JT, visant à critiquer les actes violents lors des manifestations ouvrières, à donner des leçons morales à des comportements jugés comme non conformes à la belle tradition de la nation et enfin, à mettre en avant l'ensemble des mesures gouvernementales dans le but de stabiliser la situation et de maintenir l'ordre.

La première évocation de l'événement dans le JT, le 14 mai 2014, rapporte indirectement la voix du président de la Fédération générale du Travail (FGVT) soulignant que la meilleure expression du patriotisme des ouvriers, c'est d'exécuter leurs tâches de production. Lors d'une interview dans le même journal, le vice-ministre de la Police a qualifié les personnes impliquées en des termes péjoratifs tels que « les mauvais éléments, extrémistes, voire criminels », qui ont « exhorté les ouvriers à organiser des défilés et des manifestations qui ont perturbé l'ordre public ». Celui-ci affirme fermement que la police « démêlera rapidement ces actes » en « distinguant les instigateurs des suiveurs ».

Le 15 mai 2014, le JT intensifie les actualités sur l'événement en rapportant d'une part, le Document officiel n° 697 du gouvernement concernant les mesures immédiates prises pour « assurer la sécurité et l'ordre public » et « stabiliser rapidement la situation », et d'autre part, le bilan des rixes survenues à Hà Tĩnh le 14 mai 2014 (ayant fait un mort et 149 blessés) et le resserrement

des mesures policières dans les zones sensibles. La figure des extrémistes est appuyée et relayée par tous les organes concernés. Ce journal évoque également les mesures *souples*, en rapportant les visites des dirigeants pour rassurer les entreprises étrangères, la conférence de presse du ministère des Affaires étrangères et notamment le discours du professeur Vũ Khiêu⁵ préconisant la *juste cause*⁶, la dignité des Vietnamiens et condamnant les mauvaises personnes dans le cadre d'une interview.

Les leçons du patriotisme « rationnel » continuent à être relayées par le JT du 16 mai 2014 par le biais d'une série de reportages dans lesquels les dirigeants, militaires et intellectuels appellent à un « esprit calme et lucide ». Le JT ne manque pas de rapporter le message ferme du ministre de la Police lors de sa visite à Bình Dương : « le Parti et l'État ne tolèrent pas les activistes qui profitent du patriotisme du peuple pour porter atteinte à la sécurité nationale ».

Le 17 mai 2014, onze occurrences d'information ont été consacrées à cet événement couvrant l'ensemble des approches officielles : critique du président de la République socialiste du Vietnam (RSVN) à l'encontre des actes violents lors de sa rencontre avec les électeurs d'HCM-Ville, intégralité de la Directive gouvernementale préconisant les mesures « synchronisées » pour maintenir l'ordre, échange téléphonique entre le ministre de la Police et son homologue chinois, reprise de la production dans les usines étrangères, etc. Lors de la conférence de presse, les responsables politiques annoncèrent que « la police d'investigation poursuit plus de 300 individus pour les crimes suivants : vol de biens, destruction de biens, perturbation de l'ordre public, opposition aux forces de l'ordre ». Dans le reportage « Derrière les incidents de Bình Dương » (17 mai), un chef de police parla de certains « individus mal intentionnés » (discours direct). Puis, le vice-ministre de la Police déclara sur le plateau du journal que « la police s'intéresse particulièrement aux signaux d'incitation aux troubles tels que la distribution de tracts propageant de fausses informations tirées d'Internet... ».

La prédominance des représentants des forces de l'ordre et du discours policier est, à bien des égards, flagrante. Le 18 mai 2014, bien que le journal continue à couvrir les avis autour de « l'expression 'juste' du patriotisme » et de « la responsabilité civique », ce sont les informations officielles du ministère de la Police qui sont au cœur du traitement de l'événement : le ministère ordonna alors « aux forces de police, dans l'ensemble du pays, d'intervenir par tous les moyens afin d'empêcher toute manifestation et perturbation de l'ordre public ». Et selon le premier rapport du ministère, « cette demande a été parfaitement exécutée à partir de 17 heures ». Ainsi, à partir du 18 mai 2014, les manifestations furent interdites.

5 Vũ Khiêu est culturologue et intellectuel organique du PCV, cet auteur a remporté le grand prix Ho Chi Minh.

6 La juste cause est un idéal confucéen désignant la fidélité portée à la cause du souverain légitime et, plus tard, celle de l'État-nation.

Les autorités centrales mirent en avant quatre arguments clés pour justifier cette interdiction : la sécurité nationale, préserver un environnement propice aux investissements étrangers, la lutte légitime par la voie diplomatique, et le maintien de la tradition positive du patriotisme vietnamien.

2.1. Les actes menaçant la sécurité nationale

Le discours officiel a exprimé d'une manière récurrente sa méfiance vis-à-vis des « instigateurs » et leur a attribué implicitement des motifs politiques. Il les distingue des « suiveurs » que sont les ouvriers « crédules ». Lors d'une réunion avec les dirigeants de Binh Dương, le président de la RSVN Trương Tấn Sang soulignait (discours direct) : « Ces frères⁷, assurément excités et manipulés, croient que leurs actes expriment le patriotisme, mais au final ils sont lourds de conséquences. L'important maintenant est d'enquêter pour savoir qui les manipule [...]. Cette situation est inacceptable, un pays ne peut sombrer dans l'anarchie » (17 mai). Or, pendant plusieurs mois, les organes policiers ont cherché mais n'ont pu établir la preuve d'une manipulation politique des événements contre le pouvoir par des opposants, c'est-à-dire ici des dissidents politiques désireux de profiter de la situation pour mener des activités subversives contre l'État-parti. En revanche, tous les individus arrêtés et jugés avaient commis des délits apolitiques tels que le vol ou la destruction de biens. La signification politique de leurs actes est donc attribuée par le discours officiel et non par une revendication politique au travers de ces actes.

2.2. Les graves atteintes portées à l'environnement des investissements étrangers

Les graves atteintes portées à l'environnement des investissements étrangers constituent le second thème dans le traitement de cet événement. Ainsi, le JT du 21 mai 2014 diffuse une série de mesures de soutien aux entreprises lésées, prises par le gouvernement, afin de réduire cet impact nuisible. Le JT du 11 juin 2014 fait la synthèse des mesures de soutien « très efficaces » et aboutit à un constat ferme :

Ces actes transmettent un message clair : non seulement le Vietnam soutient les entreprises étrangères, mais il s'efforce en outre de réformer les procédures pour se prêter au mieux aux investissements. Une preuve récente : la province de Binh Dương a livré il y a quelques jours une autorisation d'investir à 41 entreprises étrangères pour un capital de plus de 200 millions de dollars, parmi lesquelles six entreprises chinoises (11 juin).

7 L'usage de ce terme par le Président de la RSVN, en renvoyant à la conception traditionnelle de la société comme une famille élargie, montre implicitement sa position non-hostile vis-à-vis des manifestants ouvriers.

Lorsqu'il rapporte le retour des ouvriers aux activités de production dans les usines étrangères touchées, le JT couvre minutieusement le changement opéré dans la prise de conscience de ceux-ci suite aux conversations de la FGVTV, passée progressivement à une sorte de culpabilité et de regret pour les récents événements. Selon le journal, les ouvriers « acceptent de leur plein gré de faire des heures supplémentaires » (17 mai), « de ne pas recevoir partie ou totalité de leur salaire durant les jours de fermeture de l'usine », « décident d'offrir à l'entreprise deux jours de salaire » (13 juin)... Le sacrifice de ces ouvriers révèle donc leur « responsabilité politique » vis-à-vis des crimes commis par leurs collègues. Culpabilité et regret sont exploités à l'extrême à travers les images des ouvriers « crédules » dans leurs prisons temporaires et leurs pleurs pleins de remords (17 mai).

Dans son traitement de l'événement, le JT fait coexister deux approches contradictoires : d'une part, il *problématise* les incidents survenus dans les zones industrielles comme un phénomène politiquement grave ; de l'autre, il cherche à les *déproblématiser*, signalant par ailleurs que l'environnement vietnamien reste propice aux investissements, séduisant et prometteur, ou que la stabilité sociopolitique du pays reste un point remarquable aux yeux des étrangers.

La déproblématisation de ces incidents est entamée par l'évocation floue de l'opinion chinoise⁸ dans un dossier spécial du 23 mai 2014 sur l'environnement des investissements : « Côté chinois, certains forums argumentent que le climat des investissements au Vietnam n'offre ni stabilité ni sécurité aux investisseurs étrangers ». Pour contrer cet argument, le JT présente plusieurs reportages sur les mesures « immédiates et responsables » prises par les autorités vietnamiennes, la situation actuelle du fonctionnement des entreprises et les opinions positives de divers entrepreneurs étrangers, telles celles du président de l'Association des entreprises japonaises à Đồng Nai :

Il y a deux ans, lorsque les entreprises japonaises ont été attaquées en Chine, nous n'avons reçu aucune aide des administrations municipales et centrales, aucune excuse. Au Vietnam, bien que les entreprises japonaises aient été très peu touchées par ces incidents, les dirigeants locaux et le vice-Premier ministre en personne nous ont rendu visite. Nous sommes reconnaissants au gouvernement vietnamien pour les mesures qu'il a déployées.

Le JT cite abondamment les spécialistes et les journalistes économiques du monde entier, unanimes quant à l'impact minime des incidents sur l'investissement à long terme. Selon la directrice de la Banque mondiale au Vietnam, Victoria Kwakwa (discours direct), « Un tel incident ne peut entraver la confiance des investisseurs étrangers ». La perspective de croissance de l'économie

8 Cette évocation révèle une attitude anti-chinoise explicite durant cette période de tension.

vietnamienne est commentée comme suit : « Cette photographie de Bloomberg cadre un angle de rue au Vietnam, elle est lumineuse et en mouvement, elle inspire l'optimisme auprès des lecteurs, tout comme les estimations des investisseurs étrangers cités par Bloomberg ». Enfin, le journal argumente que « l'impact récent de certaines perturbations se dissipera rapidement, et le Vietnam retrouvera vite la stabilité et la sécurité de son environnement économique » et qu'« un seul incident spontané ne peut modifier le regard des investisseurs étrangers sur l'environnement économique du Vietnam » (23 mai).

Une question se pose : s'il est clair que les incidents liés à la sécurité ne peuvent exercer un impact durable, pourquoi le JT problématise-t-il un phénomène social pour ensuite en débattre contre lui-même ? À notre avis, la communication politique a construit délibérément ce problème public en attirant l'attention sur des conséquences économiques quasi fictives pour justifier les mesures dissuasives à l'encontre des manifestations d'ordre plus général.

2.3. Les conséquences sur le plan diplomatique

L'accent est également mis sur les conséquences diplomatiques. Pendant cette période de crise, les autorités vietnamiennes s'efforcèrent de fournir des explications et excuses aux entreprises étrangères et à l'opinion internationale pour « les récents et regrettables incidents ». L'aspect marquant de ce traitement réside dans l'exhortation au « respect de la 'juste cause' », à la « tradition porteuse d'amour du prochain et de paix » et à la « volonté inébranlable de résoudre les disputes et les conflits par les voies pacifiques » (JT du 11 mai 2014), en opposition avec les actes violents observés dans les manifestations ouvrières. La tradition humaniste est explicitée dans le propos du professeur Vũ Khiêu, directement rapporté : « Chaque action doit émaner du sentiment patriotique et de l'honneur des Vietnamiens, qui agissent depuis toujours selon le principe *'Prendre la noble cause pour vaincre la cruauté, prendre l'humanité juste pour vaincre la brutalité et la méchanceté'*⁹ : plus nos ennemis sont brutaux, plus ils soulèvent en nous notre humanité juste » (15 mai).

Le président de la RSVN rappelle aussi la solidarité et le passé « lumineux » du Vietnam à travers son intervention lors de la rencontre avec les électeurs : « Plus la situation est difficile, plus nous devons garder calme et lucidité » ; « Être solidaires de l'État-parti, du gouvernement, de l'Assemblée nationale » ; « Ce pays a déjà connu de tels cioux lumineux dans les moments difficiles de l'édification et de la défense de la nation, tel est le caractère remarquable du Vietnam que le monde entier admire » (16 mai).

Le JT se réfère ainsi à l'esprit vietnamien « calme, flexible et souple » (16 mai) pour stigmatiser la violence en général et, dans ce cas précis, les révoltes

9 En référence à la parole de Nguyễn Trãi, héros national de la résistance contre les chinois au XV^e siècle.

ouvrières. Il accorde à ces incidents une ampleur diplomatique démesurée qui ne semble pas véritablement justifiée : comment quelques vols et bagarres entre ouvriers pourraient-ils impacter à ce point une diplomatie d'État ? Comment ces actes (que les dirigeants qualifient d'aveugles et excités) pourraient-ils être représentatifs des manifestations pacifiques et de l'état d'esprit de tous les manifestants ? L'accent mis par l'État-parti sur la voie diplomatique ne vise qu'à préconiser deux postures principales : ne pas organiser de manifestations en signe de respect de l'ordre et se reposer entièrement sur sa direction. En se référant à la tradition diplomatique, les dirigeants s'attribuent une autorité morale leur permettant de donner au peuple une leçon de comportement à la vietnamienne qui, selon eux, se fonde sur la « juste cause », la légitimité de la lutte et la dignité du peuple. Ainsi, le journal enseigne au peuple :

À travers les vicissitudes des guerres de défense de la nation, nos luttes ont toutes été pour la juste cause, et la force de cette juste cause réside dans le fait que le Vietnam ne nuit pas à d'autres nations, prend toujours la grande cause pour vaincre la cruauté et l'humanité pour vaincre la brutalité et la méchanceté. C'est cette force qui permet au Vietnam de traverser les tempêtes (16 mai).

2.4. L'opposition à la belle tradition patriotique

L'enseignement moral atteint un point paroxystique lorsque les critiques ne se limitent plus à des conséquences de types sécuritaire, économique ou diplomatique mais vont jusqu'à convoquer la « belle tradition du patriotisme vietnamien », totalement « étrangère » à ce comportement de violence. Selon le JT du 18 mai 2014, avec ces actes, « ces individus se sont privés eux-mêmes de la solidarité nationale » et « en opposition au vœu de la majorité des Vietnamiens, ces images des incidents regrettables de Binh Dương ont provoqué une douleur durable chez n'importe quel individu censé être un Vietnamien normal ». Le reportage intitulé « Exprimer son amour de la patrie avec rationalité » rapporte directement la critique du général de division Nguyễn Quốc Thước :

Nous ne devrions jamais tomber dans le nationalisme extrémiste, mais rester attachés au patriotisme légitime et pacifique qui respecte la voie morale, les autres nations et soi-même. Les actes récents sont contraires à la ligne directrice de nos frères garde-côtes et policiers maritimes, qui protègent nos territoires maritimes de manière pacifique et amicale, en utilisant non la force militaire mais la voie morale pour persuader l'autre bord (16 mai).

« La force de la 'juste cause' » est souvent rappelée par le président de la RSVN dans ses rencontres avec les électeurs : « Le Vietnam, ce petit pays, brandit actuellement une juste cause soutenue par l'opinion internationale. La responsabilité de chaque citoyen consiste à intensifier cette force et à éviter les actes susceptibles de porter atteinte à la juste cause et à l'intérêt national » (18 mai). Le reportage du 17 mai 2014 donne aux ouvriers une autre leçon de

patriotisme : « Travailler et produire pour développer et renforcer l'économie nationale, répliquer immédiatement à toutes les tentatives et actes de violation de la souveraineté nationale, édifier et protéger la patrie : telles sont les expressions les plus effectives du patriotisme ». À la question « Comment faire pour exprimer notre patriotisme ? », le JT relaye quelques réponses, par exemple : « Nous sommes totalement solidaires avec la direction du Parti, et gardons notre lucidité de manière à ne pas tomber dans le piège des ennemis » (historien Ngô Đăng Lợi) ou « Ne pas commettre d'actes pouvant éventuellement fausser la compréhension du monde sur le Vietnam » (Nguyễn Túc, membre du Comité central du Front de la patrie), etc. (17 mai).

L'aspect intéressant dans ce registre de traitement est que la critique patriotique des récents agissements rejoint l'exaltation du nationalisme souverain qui a constitué pendant cette période le premier axe de traitement des actualités anti-chinoises. Le rejet de la violence en général est devenu le soubassement décisif à la légitimité et la juste cause du patriotisme vietnamien dans cette lutte. Lorsque le nationalisme s'enflamme, les causes initiales des faits (ce que Jean-Pierre Esquenazi nomme « l'espace indexique » [2002]) s'effacent au profit d'une construction manichéenne : les actes de violence incarnent désormais le Mal qu'est le nationalisme étroit.

Force est de constater que la mise en avant de ces quatre arguments, en mobilisant le discours moraliste et celui du bon sens, a pour objectif de discréditer les manifestations en créant un amalgame entre les violences apolitiques et l'ensemble du mouvement social, comme si ces actes étaient le fait de la totalité des manifestants vietnamiens, et ce afin de justifier leur interdiction totale.

Dans le traitement télévisé, la diffusion d'images a été minutieusement contrôlée. Aucune image dite *sensible* (bagarres, foules excitées, gros plan des incitateurs, destruction de biens des usines...) n'a été diffusée. Les images sont encadrées et circonscrites à quelques situations précises : réunions, visites, conférences de presse, tribunaux, interrogatoires policiers, échanges sur le plateau du JT. L'usage des images *théoriques* (images *passé-partout* susceptibles d'illustrer n'importe quel discours) et de celles *synthétiques* (bandes-annonces, graphiques, écriture à l'écran...) est récurrent. Alors que les discours verbaux sont non seulement prédominants mais aussi très imagés, par exemple la description textuelle des rixes à Hà Tĩnh (15 mai). Ce traitement des images est d'ailleurs caractéristique de la propagande communiste : aucun signe de désordre ou de foules incontrôlables ne peut être exposé à l'œil des citoyens afin de mettre en avant la stabilité politique et le maintien de l'ordre. Les images sont réduites à une fonction unique : illustrer le discours officiel. Quant aux paroles directement rapportées, les énonciateurs sont mis en scène par un nombre limité de cadres privilégiant l'axe frontal : cadre-fenêtre (cadre d'adresse), cadre-bureau ou encore cadre-tribune (Soulages, 2007, 33-34). Aucune parole improvisée *in situ*, même celle de citoyens *lambda*, n'est rapportée. Ce régime de visibilité

donne à voir une scène médiatique que l'on pourrait qualifier d'*officielle*¹⁰ suivant la définition de Jean-Pierre Esquenazi¹¹.

3.

Les enjeux politique et communicationnel du traitement de l'événement

Le conflit bilatéral en MCM a valu au Vietnam un large soutien de l'opinion internationale. Le bilan de deux mois d'installation illégale de la plate-forme de forage *HD 981* a donné lieu à un reportage où a semblé ressuscitée l'ambiance héroïque des périodes de guerre, où le PCV jouait le rôle directeur de la révolution vietnamienne :

Ces deux derniers mois, le Vietnam a procédé à plus de 30 contacts avec la Chine à tous les niveaux [...]. Les dirigeants vietnamiens ont affirmé avec résolution les points de vue de l'État-Parti qui, comme le déclarait le Secrétaire général Nguyễn Phú Trọng, ne changent pas et ne peuvent pas changer sur les questions de la mer de Chine méridionale ; dans le même temps, ils continuent d'appeler à une bonne relation avec le peuple chinois (commentaire du JT du 2 juillet 2014).

Le souffle patriotique retrouvé se fait aussi sentir dans les propos des intellectuels : « Le sentiment patriotique des Vietnamiens est particulier, car il est toujours associé à la conscience de la souveraineté et de l'indépendance de la nation et s'enflamme chaque fois que la souveraineté est en cause » (historien Vũ Minh Giang, 16 mai) ; ou « l'affaire Hải Dương 981 rend les Vietnamiens plus solidaires et éveille leur conscience patriotique : c'est une bonne nouvelle et une fierté [...]. C'est là notre point fort, qui ne cesse d'émerveiller le monde entier » (professeur Vũ Tang Bồng, 2 juillet). Le dernier commentaire évoque le discours du président de la RSVN, le 16 mai, qui encourageait les citoyens à « transformer les défis et les difficultés en opportunités et avantages ».

Nous nous demandons si l'affaire de *HD 981* en général et celle des révoltes ouvrières en particulier constituent des « opportunités » pour le peuple et la nation vietnamiens ou pour le renouvellement de la légitimité de l'État-parti. Notons que dans le traitement médiatique, ce ne sont pas ces révoltes mais la « réaction immédiate et responsable du gouvernement vietnamien » qui est au centre de l'événement. Tout comme l'installation de la plate-forme de forage, ces révoltes ne sont qu'une circonstance-prétexte qui a permis à l'État-parti de

¹⁰ A notre avis, ce sont les images absentes (censurées), et non celles exposées à l'écran, qui méritent une analyse approfondie.

¹¹ Selon Jean-Pierre Esquenazi (2002, 47 et 50), une scène médiatique se caractérise par le type de faits traités, le style de traitement, mais aussi par la disposition des espaces *indexique* (sources) et *référentiel* (fait rapporté).

les faire apparaître comme un *problème public* (Quéré, 1995) qui, en ce moment spécial, ne peut que s'articuler sur les intérêts généraux et nationaux définis selon les quatre arguments précités. Indéniablement, ces facteurs constituent pour l'État-parti les occasions par excellence de recouvrer sa crédibilité perdue, tout en consolidant son emprise sur l'ensemble des activités sociopolitiques. Dans le même temps, l'orchestration politique des mesures visant à stigmatiser et marginaliser les manifestations populaires réveille un doute ancien : le PCV agit-il pour l'intérêt national ou pour son propre intérêt, pour la lutte nationale ou par peur de perdre son pouvoir ? Dans l'une de ses rares interventions sur les litiges maritimes, le Secrétaire général du PCV rappelle que :

Comment résoudrons-nous notre relation avec la Chine, ce si grand voisin ? Quelle que soit notre volonté, il nous faut vivre avec lui éternellement, personne ne choisit son voisin [...]. Ce problème n'est pas un fait nouveau : il s'est produit plusieurs fois dans l'Histoire, dans notre passé lointain et récent. Nous devons trouver les moyens de vivre avec lui en paix et coopération amicale, mais, dans le même temps, conserver notre indépendance [...]. Une petite étincelle peut engendrer un grand incendie (1^{er} juillet 2014).

Si l'hypothèse supputant que les manifestations populaires ont été interdites pour plaire à Pékin est plausible (tel était le cas des précédentes protestations anti-chinoises), cette campagne politique relève donc d'une « ruse extrême du pouvoir » (Balandier, 1984, 50) : tout en affirmant la nécessité de l'expression populaire dans la lutte anti-chinoise, elle vise *de facto* à éteindre toute forme de manifestation patriotique.

Cependant, ce discours est gravement fragilisé par ses contradictions et par le décalage excessif entre les mesures adoptées et l'importance réelle du phénomène social. L'un des révélateurs significatifs de cette fragilité est la médiatisation de l'acte de l'Assemblée nationale du Vietnam consistant à ajouter à son agenda des Lois et Ordonnances de l'année 2014 (session 13) le Projet de loi sur les manifestations, non programmé en début de session mais finalement approuvé par la majorité des députés le 30 mai 2014. Le journal a entièrement soutenu les avis des députés sur la nécessité de ce projet de loi en soulignant que : « cet événement démontre la volonté des députés de mettre en œuvre le plus rapidement possible le chapitre 2 de la Constitution concernant les droits de l'Homme, les droits et devoirs civiques, de façon à ce que les réglementations se concrétisent et entrent dans la vie réelle » (30 mai).

Conclusion

Le cas du traitement des actes de violence qui ont émergé d'une manière inattendue lors des manifestations ouvrières contre les provocations Chinoises, nous semble caractéristique de la construction du sens de l'événement qui se

réalise par le biais de la création d'un espace de communion national et de ses modalités discursives. Cette construction fonctionne selon une orchestration des organes propagandistes et des discours moralistes et nationalistes – ceux qui se révèlent être, ces dernières décennies, plus propices à revitaliser la légitimité du PCV et à rassembler les populations autour de sa direction. Loin d'être la version authentique du fait, la couverture médiatique marginalise et stigmatise *a priori* les paroles des personnes directement impliquées (les ouvriers-manifestants) dans l'affaire au profit des discours de jugement légitimes au nom des intérêts nationaux. L'effet de communion pourrait se produire dans le contexte où le sentiment anti-chinois et la ferveur patriotique ébranlent l'opinion publique. Il oriente son attention non vers des causes initiales du fait mais vers la condamnation nationale unanime.

Bibliographie

Balandier G. (1984). *Anthropologie politique*, Paris, PUF.

Barthes R. (1970). « L'ancienne rhétorique [Aide-mémoire] ». In *Communications*, vol. 16, p. 172-223.

Boisseau du Rocher S. (2015). « Le Viêt Nam et l'Asean : dépasser la stratégie de l'utilitaire ». In *Hérodote*, n° 157, p. 56-71.

Charaudeau P. (1997). *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, INA-Nathan.

Colin S. (2011). « Litiges insulaires et enjeux géopolitiques en mer de Chine du Sud ». In Giblin B. (dir.), *Les conflits dans le monde. Approche géopolitique*. Paris, Armand Colin, p. 249-262.

Dahlgren P. (1992). « The Public Sphere: Linking the Media and Civic Cultures ». In Calhoun C. (dir.), *Habermas and the Public Sphere*. Cambridge, MIT Press, p. 318-328.

Đinh T. X. H. (2012). *La Question de la socialisation des émissions télévisuelles au Vietnam actuel*, Thèse de doctorat, Hanoi, Institut de la presse et de la propagande.

Đinh V. H. (2004). *L'Organisation et les activités de la rédaction de presse*, Hanoi, Université d'Hanoi.

Esquenazi J.-P. (2002). *L'Écriture de l'actualité. Pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble, PUG.

Fau N. (2015). « La maritimisation de l'économie vietnamienne : un facteur exacerbant les conflits entre le Viêt Nam et la Chine en mer de Chine méridionale ? ». In *Hérodote*, n° 157, p. 39-55.

Fraser N. (1992). « Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy ». In Calhoun C. (dir.), *Habermas and the Public Sphere*. Cambridge, MIT Press, p. 109-142.

Habermas J. (1993). *Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.

Lê H. H. (2013). « Vietnam's Hedging Strategy Against China Since Normalization ». In *Contemporary South-east Asia*, vol. 35, n° 3, p. 333-368.

Nguyễn T. K. (2011). *La coopération internationale dans le domaine de la presse. Les problèmes posés par les missions de sécurité*, Hanoi, éd. Police du peuple.

Nguyen-Pochan T. T. P. (2014). « Le Journal télévisé et la construction des mythes médiatiques dans le Vietnam contemporain ». In Delavaud G., Ballarini L. (dir.), *Nouveaux territoires médiatiques*. Paris, Mare & Martin, p. 183-205.

Nguyen-Pochan T. T. P. (2015). « La mise en œuvre du dispositif de croyance dans la production

télévisuelle des mythes. L'exemple du Journal de 19 heures de la Télévision vietnamienne ». In *Réseaux*, n° 190-191, p. 248-273.

Quéré L. (1995). « L'espace public comme forme et comme événement ». In Joseph I. (dir.), *Prendre place. Espace public et culture dramatique*. Paris, Éditions Recherches-Plan urbain, p. 93-110.

Ringoot R. (2014). *Analyse du discours de presse*, Paris, Armand Colin.

Soulages J.-C. (2007). *Les rhétoriques télévisuelles. Le formatage du regard*, Bruxelles, De Boeck/INA.

Tassin E. (1991). « Espace commun ou espace public ? L'antagonisme de la communauté et de la publicité ». In *Hermès*, n° 10, p. 23-37.

Thayer C. A. (2011). « The Tyranny of Geography: Vietnamese Strategies to Constraint China in the South China Sea ». In *Contemporary Southeast Asia*, vol. 33, n° 3, p. 348-369.

Utard J.-M. (2014). « L'analyse de discours, entre méthode et discipline ». In Ringoot R., Robert-Demontrond P. (dir.), *L'analyse de discours*, Rennes, Éditions Apogée, p. 23-52.

Van Leeuwen T. (2008). *Discourse and Practice. New Tools for Critical Discourse Analysis*, Oxford, Oxford University Press.

Verón E. (1981). *Construire l'événement : les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Éditions de Minuit.

